solidarites.ch

Alliance UDC/MCG pour bloquer l'aide d'urgence: un mépris inqualifiable la détresse humaine!

4-6 minutes

Vernets – aide alimentaire

Il est déjà regrettable d'avoir dû attendre la troisième session du Grand Conseil post-confinement pour qu'un projet de loi permettant d'aider les travailleurs-euses précaires soit enfin voté, mais il n'y a pas de mots pour qualifier le référendum d'opposition à ce projet que l'UDC et le MCG ont lancé sous le prétexte fallacieux de ne pas vouloir cautionner le travail au noir.

Il est regrettable d'avoir dû attendre la troisième session du Grand Conseil post-confinement pour qu'un projet de loi permettant d'aider les travailleurs-euses précaires soit enfin voté, mais il n'y a pas de mots pour qualifier le référendum d'opposition à ce projet que l'UDC et le MCG ont lancé sous le prétexte fallacieux de ne pas vouloir cautionner le travail au noir.

Une pruderie qui ne trompe personne. Il n'y a qu'à considérer les refus systématiques de ces deux partis de mieux protéger les travailleur.euse.s, de contrôler les employeur.euse.s qui ne respectent pas la réglementation sur le travail. Le lancement de ce référendum ne vise – outre l'expression du crédo habituel anti-Etrangers de ces partis – qu'à occuper l'espace politique pendant la campagne de votation du 27 septembre prochain en se faisant les « champions » de la lutte contre le travail au noir, et surtout de la pseudo protection des travailleurs.euses résident.e.s.

Preuve encore que la lutte contre le travail au noir n'est pas la préoccupation de ces partis, ils réduisent la loi contre laquelle ils lancent ce référendum à un dispositif d'aide pour les travailleurs sans statut légal. Or, si celle-ci intègre légitimement cette catégorie de population, elle concerne tout autant des personnes travaillant sur appel, des étudiant.e.s, des employé.e.s du secteur de l'économie domestique, des intermittent.e.s du spectacle, des travailleur.euse.s du sexe, etc. Autant de de catégories de travailleur.euse.s pauvres qui ne peuvent accéder aux mesures de sécurité sociale existantes et que le MCG et l'UDC veulent aussi priver d'un secours qui leur est absolument nécessaire. Genève semblait enfin ouvrir les yeux sur la situation de détresse de centaines de personnes réduites à faire la queue dans des files d'attente interminables aux Vernets, afin de bénéficier d'une aide alimentaire. Un réveil tardif mais néanmoins bienvenu, même si pendant ce temps l'Etat multipliait les aides aux entreprises et aux indépendant.e.s, voire même aux cadres d'entreprises.. Pour rappel, ces aides sont limitées à 4 000 francs, durant au maximum deux mois. La somme allouée devrait atteindre tout au plus 15 millions, soit guère plus que l'aide votée par les député.e.s en complément d'indemnisation pour les seuls cadres d'entreprises.

Si ce premier pas semblait insuffisant, ce projet de loi permettait au moins une reconnaissance de tous et toutes ces travailleurs.euses précaires et/ou sans papiers, indispensables à notre société, et leur apportait une aide essentielle à leur survie.

Visiblement c'était déjà trop pour la droite qui, sous couvert de ne pas encourager le travail au noir, lance un référendum pour empêcher cette loi de s'appliquer. En s'unissant, le MCG et l'UDC montrent leur vrai visage, celui d'une politique inhumaine prête à laisser des milliers de personnes et de familles dans la misère. Cette attaque inqualifiable condamne les quelque 4 000 personnes concernées à une précarité à long terme puisqu'en cas de succès de ce référendum, il faudra des mois avant de pouvoir espérer une « aide d'urgence ».

solidaritéS condamne fermement ce référendum conduisant à encore plus de misère ces travailleurs.euses de l'ombre qui contribuent à la prospérité de notre canton. solidaritéS luttera contre ce référendum ainsi que contre toutes les politiques d'austérité que la droite lancera en réponse à l'approfondissement de la crise sociale et économique que cause cette crise sanitaire et le système capitaliste. Cette lutte prendra aussi forme lors des votations du 27 septembre, en soutenant l'initiative pour un salaire minimum (qui vise à garantir un salaire décent pour les travailleuses·eurs en première ligne), l'initiative « zéro pertes » contre les pertes fiscales et en s'opposant à l'initiative dite de limitation de l'UDC (qui tente d'empêcher la libre circulation des personnes).

Communiqué de presse · solidaritéS Genève · 15.07.2020